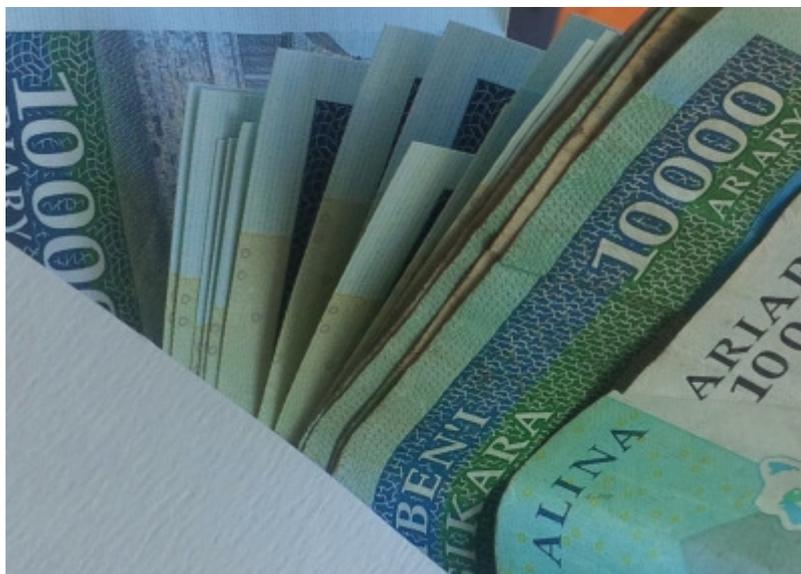


"La corruption est l'ennemie du développement", les organisations de la société civile interpellent

Orange.mg – 07/02/16



Les organisations de la société civile (OSCs) signataires du présent communiqué rappellent que le rôle de la société civile, l'un des piliers de la nation, est de défendre les intérêts de la population, en visant l'amélioration de ses conditions de vie. Cela implique qu'elles ne peuvent demeurer dans le silence face aux divers problèmes auxquels la population fait face, et doivent s'exprimer dans un esprit non partisan. Cela ne peut être ni récupéré ni désapprouvé par la société politique, qui a pour mission spécifique de conquérir et/ou d'exercer le pouvoir, moyennant des résultats tangibles en termes de bien-être de la population. Aujourd'hui, cette dernière demeure et s'enfonce toujours dans le désarroi matériel et social face au pouvoir actuel pour qui « tout va bien ».

Alors que la réalité est toute autre :

- La famine qui sévit actuellement dans le Sud est un fait dramatique mais pas nouveau. Il est inconcevable que les autorités n'aient pas prévu cette situation qui touche en ce moment quelques 200.000 citoyens (chiffre donné par la BNGRC dans la presse), et n'aient pas pris avec les acteurs idoines les stratégies et mesures préventives et d'atténuation bien avant, pour que nos concitoyens ne sombrent pas encore une fois dans cette insécurité alimentaire. Les autorités semblent toujours préférer créer des stratégies d'urgence qui pourtant n'arrivent même pas à assurer les besoins basiques des populations concernées (recrudescence des maladies liées à la famine et déscolarisation massive des élèves). Gérer consiste aussi à prévoir en toutes situations. Ce qui fait terriblement défaut aux dirigeants actuels sur toutes les matières.

- Le pays est affaibli et gangrené par la corruption – grande et petite – qui paralyse la situation économique et le quotidien du citoyen et hypothèque toutes initiatives et perspectives de développement individuelles et collectives.

Quatre domaines sont particulièrement viciés par la corruption :

o Dans le domaine des ressources naturelles, le trafic de bois de rose ne cesse d'occuper l'actualité et notamment depuis la transition. Le trafic, bien organisé est unanimement constaté et dénoncé. L'Etat actuel s'est précipité d'engager des procédures pour liquider les bois saisis (une partie seulement des bois effectivement coupés) et de faire adopter une nouvelle loi sanctionnant le trafic sans aucune initiative visible pour la sécurisation des stocks, l'arrêt des exportations illicites et l'application stricte des lois déjà en vigueur. Ainsi, à cause d'une justice certainement corrompue, mais aussi sous pressions et le manque de collaboration avec les forestiers et la société civile œuvrant dans le secteur, les trafiquants poursuivis bénéficient d'une liberté provisoire injustifiable et incompréhensible leur permettant de prendre la fuite à l'étranger. L'impunité à l'avantage des trafiquants ou des hors-la loi sur la faune malagasy (Tortues, concombre de mer, flamant rose, etc.) est aussi à déplorer. Nous pouvons nous demander si cela n'arrange pas les dirigeants et hautes personnalités, dans le cas où ils sont eux-mêmes impliqués dans ces honteuses magouilles.

o Dans le domaine de la sécurité, après de vaines tentatives pour atteindre les autorités depuis des mois, de nombreuses organisations de la société civile ont dénoncé début Novembre 2015 les cas de corruption et de racketts perpétrés sur la population dans certaines régions du SUD, qui engendrent une violation avérée des droits humains pour intimidations, blessures, voire morts de civils : les auteurs en sont certains officiers et gendarmes. Nous devons reconnaître l'approche constructive que le Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie a opérée ensuite en favorisant un dialogue avec la société civile. Il a pour objectif majeur de mettre en place un partenariat permettant de préserver la vie locale des citoyens et de restaurer l'image des forces de sécurité. Un rapprochement est aussi enclenché entre la société civile et le Ministère de la Défense.

o Dans le domaine du foncier, malgré que la politique foncière ait déjà évolué dans le sens de la reconnaissance des droits traditionnels et de la décentralisation, depuis 2005, des défis opérationnels majeurs restent à surmonter. Les cas flagrants d'entraves aux droits de propriétés sont visibles un peu partout dans le pays : rétrocession de terrain au nom de l'Etat, spoliation et accaparement par des corrupteurs en haut lieu ou des soi-disant grands investisseurs au détriment des gens ayant des titres ou des occupants propriétaires sans titre ni certificat foncier mais ayant déjà mis les terrains en valeur depuis longtemps. Face à ces accaparements injustes des terres et la croissance démographique exponentielle dans le pays, l'Administration étatique malagasy doit définir l'aménagement de l'ensemble du territoire malagasy pour caractériser chaque espace (zone d'investissement agricole, zone d'habitation, zone économique spécifique, aires protégées, etc.).

o Enfin, les élections constituent aussi un foyer de corruption et d'illégalités à travers l'achat de voix direct ou indirect et les abus d'autorité, en plus de la distribution classique de produits durant la campagne électorale. Ces pratiques sont renforcées par l'utilisation de financements douteux (blanchiment) et par l'indépendance fictive de la CENI (création précipitée et controversée et absence de ligne budgétaire pour la CENI dans la loi des finances). Les impacts de cette corruption sont l'entrave à la liberté de l'électeur à exprimer son choix le plus sincèrement possible et la fin du vote responsable. L'élection devient un moyen biaisé utilisé par des personnes indésirables ou de mauvaises réputations pour accéder au pouvoir à travers la corruption.

Force est de remarquer :

- l'attitude défensive constante des tenants du pouvoir, critiquant négativement les acteurs voulant les accompagner pour assainir une bonne fois pour toute la corruption et la mauvaise gouvernance du pays,
- l'inertie des gouvernants dont la rhétorique est teintée soit d'autosatisfaction voire de déni affirmant qu'il y a des réalisations, soit d'intentions et de promesses sempiternelles non suivies d'action.

Il est temps que chacun prenne ses responsabilités au lieu de toujours chercher un bouc émissaire et de rejeter les conséquences de son incapacité sur les autres. Le peuple Malagasy mérite ce qu'il y a de mieux et les dirigeants doivent déployer tous les efforts possibles pour lui assurer ce mieux-être. La stabilité politique est aujourd'hui un devoir et non plus un luxe. Ce n'est pas seulement s'assurer d'avoir la majorité que l'on sait changeante dans les différentes institutions ; c'est surtout être à l'écoute constante de la population et de la société civile et oser prendre des décisions courageuses en commençant par l'assainissement de l'entourage encombrant du Président, l'arrêt des désignations et/ou des limogeages non fondés aux hauts emplois de l'Etat et les ingérences en haut lieu dans les affaires de justice et des départements sectoriels.

Trêve de palabres, trêve de querelles politiques, tout le monde doit dompter sa vénalité et ses intérêts personnels pour se consacrer à l'intérêt général. Notre image ne pourra qu'en sortir embellie. Soyons donc intelligents.

Les plateformes et organisations actives dans le mouvement ROHY signataires :

1. Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM)
2. Alliance Voahary Gasy (AVG)
3. Sehatra lombonan'ny Fananan-tany (SIF)
4. Confédération Nationale des Plateformes des Droits de l'Homme (CNPFDH)
5. Komity Manara-maso ny Fidianana/Comité National des Observations des Elections (KMF/CNOE)
6. Tambazotran'ny Fokonolona Miaro ny Harena Voajanahary (TAFO MIHAAVO)
7. Olom-Pirenena Tompon'Andraikitra (OPTA)
8. Sampan'Asa Fampandrosoana/FJKM (SAF/FJKM)
9. Arongam-panihy Communication Conservation Environnement (ACCE)
10. ONG SAHA
11. ONG Fiantso
12. Association des Ingénieurs Forestiers de Madagascar (AIFM)
13. MSIS-Travail et Assistance Technique pour les Alliances et Organisations (MSIS-tatao)

14. Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC Madagascar)
15. Association pour la gestion et la valorisation des Ressources naturelles (AGEVAREN Développement)
16. Forum for African Women Educationalists - Forum des Educatrices Africaines - Antenne Madagascar (FAWE)
17. Liberty 32
18. Groupement d'Etudes et de Recherche sur les Primates (GERP)
19. Réseau SOA
20. Groupement National des Exploitants Forestiers de Madagascar (GNEFM)
21. ILONTSERA
22. Conseil des Anciens Etudiants de l'Université de Madagascar (CAEUM)
23. ONG Réseau pour l'Eradication de la Violence (ONG REV Analamanga)

Source : <http://www.orange.mg/actualite/corruption-est-lennemie-developpement-organisations-societe-civile-interpellent>